

tribune

socialiste



*Les Travailleurs LIP
aux Paysans du LARZAC*

MÊME COMBAT

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Michel CAMOUI - Françoise
CLAIRE - Bernard JAUMONT -
Mohamed Selim NAJEH - Anne
VATTIER.

Photos : A.F.P. (3, 4, 6, 8) - Libéra-
tion : Caroline Lespinasse (1) -
D.R. (6, 8).

Dessins : BAROU (p. 3)

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé

61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 ex.

**POUR TOUT CHANGEMENT
D'ADRESSE**

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

**petites annonces
gratuites**

- Militant recherche logement ou studio, région parisienne. Téléphoner à 990-33-26.
- A NOTER : Le siège de la fédération du P.S.U. des Pyrénées-Orientales se trouve désormais 10, Impasse du Mas-Saint-Jean, 66000 Perpignan.
- PARALLELE. Parents ayant déjà organisé école parallèle à Alger, sont décidés à organiser école semblable, pour enfants de 3 à 11 ans, dans une ferme mise à leur disposition au Sud de Lyon. Si personnes intéressées (animateurs, parents) écrire à Jacques SCHLERET, 36, rue Saint-Mathieu, 69-LYON 8^e.

7 JOURS DANS T.S.



■ « Nous allons maintenant procéder à une opération un peu spéciale. Je demande que toutes les portes soient fermées. Personne ne doit sortir, même les journalistes... »

Raymond Burgy, délégué C.F.D.T. de Lip, annonce ainsi la seconde « paie ouvrière ». Au moment même où patronat et gouvernement s'efforcent à l'aide d'une grande partie de la presse, de laisser pourrir Lip, cette paie est une riposte cinglante sur deux fronts : celui de l'unité ouvrière que la bourgeoisie cherche vainement à faire éclater depuis des mois ; celui de la capacité d'initiative des travailleurs de Lip, toujours prêts à négocier sérieusement, mais conscients aussi que leur arme principale demeure l'offensive.

Cette offensive, elle doit être aussi celle de tous les travailleurs qui soutiennent leurs camarades de Lip tout en menant leurs propres combats. Il faut que la bourgeoisie sache que chaque fois qu'elle ouvrira un nouveau front (suppression des allocations familiales aux travailleurs de Lip, plainte contre X de la Fédération nationale de l'Horlogerie...) la riposte viendra immédiatement, mais à un niveau supérieur. (p. 3, 4).

■ Au fait, qui pourrait prétendre encore aujourd'hui que la stratégie des travailleurs de Lip, celle du contrôle ouvrier, n'est guère qu'une forme de lutte imaginative certes, mais sans grande importance pour l'ensemble du mouvement ouvrier ? Ainsi, les travailleurs de la chocolaterie Cémoi qui créent un comité de contrôle de ges-

tion de leur entreprise à la suite des menaces d'immixtion d'une entreprise américaine. Gageons que nous n'avons pas fini de parler de l'importance d'une stratégie ouvrière adaptée à la réalité des firmes multinationales.

■ Cémoi donc, mais aussi les ouvriers de Cerizay qui, avec l'aide des paysans, s'organisent face à la répression patronale et commencent à vendre elles-mêmes les chemises qu'elles confectionnent (les travailleurs de Lip en ont commandé 1000). C'est à Dôle également qu'une fabrique de citernes pour le lait, Magyar, se met, elle aussi, à l'heure de Lip.

■ Et puis, bien sûr, il y a eu le double cri lancé sur le plateau du Larzac : « Lip - Larzac, même combat ». « Jamais plus les paysans ne seront des Versaillais ». Ces cris manifestent qu'une page nouvelle de l'histoire du mouvement socialiste est en train de s'écrire : celle de l'unité des ouvriers et des paysans. Nous publions cette semaine le compte rendu des militants du Sud-Ouest qui ont participé à la marche sur le Larzac. Mais il nous faut aller plus loin et s'interroger sur les conséquences politiques de ce rassemblement. La Commission nationale Agricole reviendra sur ce point dans un prochain numéro pour débattre en particulier des perspectives ouvertes par le mouvement des paysans travailleurs (p. 8).

■ Lip - Larzac - travailleurs immigrés. L'actualité, décidément, rejoint l'une de nos recherches essentielles : la réalisation de l'unité des travailleurs et de l'unité populaire. Bernard Jaumont consacre son éditorial à la signification politique du racisme. Et nous publions l'appel à la solidarité lancé par Mohamed Selim Najeh (p. 3).

■ Ce numéro était prévu sur huit pages ; le prochain reviendra à la pagination normale. C'est ce qui explique notre choix de nous en tenir aux luttes les plus importantes. Ainsi nous ne parlons pas, faute de place, du 10^e congrès du P.C. chinois sur lequel T.S. ouvrira prochainement un débat. Nous accordons, par contre, une place importante au Chili. Gérard Borel nous livre « à chaud » ses premières impressions, que discute en partie Bernard Jaumont, rappelant qu'en tout état de cause nos camarades chiliens sont les mieux placés pour déterminer aujourd'hui le choix de leurs formes de lutte (p. 5, 6).

■ Huit pages, comme vous le constatez, c'est peu. La relance financière de T.S. est toujours très difficile après les vacances. Nous avons un besoin urgent d'argent et d'abonnements pour ce nouveau départ du journal, et pour poursuivre son amélioration.
On compte sur vous !

Gérard FERAN ■

très vite de partout

● **Licenciements sur ordinateur**

Informatique 2000, une société de services en informatique, des agences dans sept grandes villes de France. Dépôt de bilan. 460 licenciements dans la première quinzaine d'août. Dans l'indifférence générale de la presse et des pouvoirs publics.

● **Magyar à l'heure Lip**

Une entreprise qui fabrique des citernes pour le lait. Trois usines, dont une à Dôle, à 45 km de Besançon... Patron de combat. Grève en juillet pour obtenir la reconnaissance du droit syndical. Congés en août. Réorganisation du conflit en ce moment. Section CFDT jeune et combative. Liaison constante avec les Lip. A suivre de très près. Nous en reparlerons dans le prochain « TS ».

● **Expulsions à Bagnolet**

Le président du tribunal de Grande Instance de Bobigny a ordonné l'expulsion de 14 travailleurs africains d'un foyer situé au 34, rue de l'Égalité à Bagnolet. C'est la réponse à une grève des loyers pour l'amélioration des conditions d'hygiène de ce foyer, de 52 personnes où il n'y a qu'une douche (en panne), 3 lavabos, 3 WC, aucun revêtement de sol, des infiltrations d'eau dans toutes les chambres, etc.

Seul un mouvement de solidarité pourra empêcher l'expulsion avant que la Cour d'Appel ait statué. Car il s'agit d'une première vague de répression et 28 locataires du même foyer doivent encore être expulsés prochainement.

● **Les procès de l'été**

Après celui de Rousset (ex-LC), qui n'a pas dû combler d'aise ce

pauvre Marcellin (décidément, quel été pourri !), bientôt le procès du pasteur Cruse, le 27 septembre, pour « provocation à l'insoumission et à la désertion ». On croit savoir qu'il sera notamment beaucoup question de la bombe et du Larzac. Encore une occasion de rigoler un peu.

● **RAS au 5^e R. I.**

5^e RI, camp de Frileuse, 40 km de Paris. Sévices, brimades, brutalités diverses sur la personne des appelés. Tentatives de suicides. Protestations de plusieurs troupes qui envoient courageusement une lettre signée à différents journaux, dont « TS ». L'affaire fait quelque bruit (dépôt, notamment, d'une question écrite par Yves Le Foll au nom du PSU). Bien sûr, une enquête est ouverte et on cherche à identifier les « rebelles ». On aime autant prévenir les autorités militaires qu'on suit l'affaire...

face au racisme

A la suite de la décision concernant Selim, un collectif a été constitué pour lutter contre les expulsions et pour l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin. Formé en plein mois d'août, ce collectif ne pouvait guère envisager d'actions de masses et s'est donc contenté de multiplier les délégations et les démarches pour faire accélérer le processus de régularisation de la situation des travailleurs immigrés.

Samedi 1^{er} septembre, le collectif a organisé un rassemblement regroupant des travailleurs immigrés, des représentants d'organisations françaises, des personnalités telles que Michel Foucault, Jean Cassou, le R.P. Blanquart, etc., au mémorial des martyrs de la déportation. Un porte-parole des travailleurs immigrés a notamment déclaré :

« Mais les protestations silencieuses ne suffisent plus. L'ampleur de la campagne raciste et xénophobe que tentent de développer en France les nostalgiques de l'assassinat de

Marseille nécessitent une riposte rapide. »

Cette campagne vient à point nommé pour faciliter au pouvoir sa politique répressive à l'égard des travailleurs immigrés les plus combattifs. En effet, si leur lutte est parvenue à freiner l'application de la circulaire Fontanet-Marcellin pour les étrangers entrés en France avant le 1^{er} juin 1973, le pouvoir entend bien appliquer pleinement ces mesures à partir du 30 septembre.

Le collectif a donc décidé de prendre en charge sur la base la plus large (depuis le 3 septembre) un travail d'explication prolongé contre le racisme. Dans l'immédiat, il a décidé d'organiser ce vendredi, un meeting à Marseille.

Partout, il faut tout mettre en œuvre, multiplier les initiatives locales pour apporter une solidarité efficace à nos camarades immigrés, tuer dans l'œuf la campagne raciste, faire cesser les agressions isolées et mettre hors d'état de nuire les voyous racistes.

Correspondant

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)
Adresse complète : Rue
Ville

No
No département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU PSU ».

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS — CCP Paris 5828-65

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMÉE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

Il n'est pas vrai que le racisme soit instinctif ou naturel : dans les années 1950, une partie du patronat en France dont les porte-parole ont été Jean Monnet ou Robert Schuman par exemple, a eu besoin d'agir dans un cadre plus large que les frontières nationales, sur un marché incluant l'Allemagne. Mais pour cela, il fallait détruire l'image que l'opinion avait des Allemands après les atrocités de la II^e Guerre Mondiale.

Alors, toute une campagne a été entreprise pour empêcher l'assimilation entre Allemands et nazis, pour créer une autre « image de marque » de l'Allemagne, pour que l'idée de collaboration se substitue à la haine ancestrale.

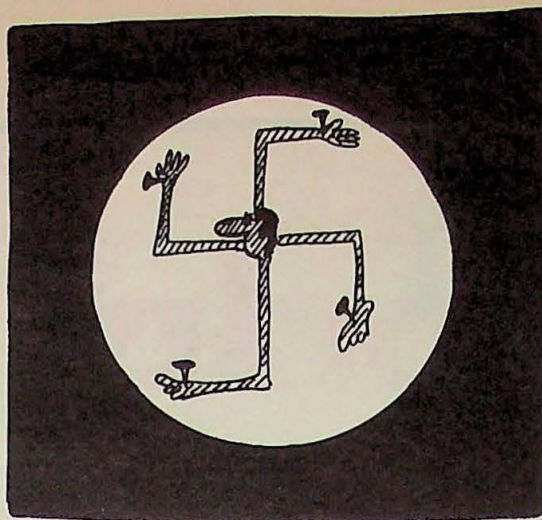
la meilleure arme

Les résultats ont été remarquables, et du coup on a même oublié les causes du racisme anti-allemand c'est-à-dire la campagne hystérique de la presse aux ordres, il y a peine plus d'un demi-siècle, sur l'ennemi héréditaire, et sur l'irréparable barbarie d'un peuple qu'on disait seul capable des pires atrocités (c'était avant la guerre du Vietnam). Ce que la propagande officielle a pu dire et écrire sur les Allemands entre 1914 et 1918, les vieux l'ont oublié, les jeunes ne le savent même pas.

Cela prouve que le racisme, ça se crée, ça s'invente, ça se cultive, mais qu'on peut aussi le faire disparaître pour peu qu'on le veuille et qu'on s'en donne les moyens.

Si aujourd'hui, on se trouve devant un racisme anti-arabe, le gouvernement en porte la responsabilité totale, sans réserve, même s'il n'avait pas favorisé cette campagne tout au long de la guerre d'Algérie, ou plus récemment au cours de la crise pétrolière entre le gouvernement algérien et la société Elf - Erap, et surtout par la présentation qui est faite par la presse des actions armées menées par les commandos palestiniens ou en leur nom, le gouvernement serait responsable de ce racisme pour n'avoir pas entrepris l'action d'information et d'éducation qui l'aurait évité.

Ce n'est pas par hasard qu'il ne l'a pas fait. Une incompétence notoire, une capacité d'invention à peu près nulle et une habileté très limitée expliquent un certain nombre des décisions prises par l'équipe au pouvoir. Elles n'expliquent pas tout et en tout cas



FAROU

pas ça. En réalité, le patronat a un besoin impérieux des dissensions entre les travailleurs immigrés et les nationaux. Point trop n'en faut cependant, et la récente prise de position du CNPF contre le déchaînement du racisme prouve que pour la tranquillité des patrons, l'hostilité des Français ne doit pas aller jusqu'à rendre impossible la présence en France de ces immigrés dont on a tant besoin.

La meilleure arme contre un mouvement ouvrier puissant, la meilleure façon d'attaquer les avantages ou les garanties qu'il a pu acquérir dans le passé, le meilleur moyen de s'opposer à des revendications pressantes et déterminées, c'est de pouvoir si nécessaire se passer des travailleurs protégés et organisés et de les remplacer par une main-d'œuvre sans défense, obligée d'accepter n'importe quel travail, n'importe quel salaire, n'importe quelles conditions de vie.

prendre l'initiative

Les cadences infernales, l'absence de toute garantie d'emploi, la possibilité de ne payer ni indemnité de licenciement, ni congés payés, les conditions de travail insalubres ou dangereuses, les salaires au rabais, l'arbitraire patronal le plus absolu, les bidonvilles et la surveillance policière, c'est intolérable pour les travailleurs immigrés, mais c'est aussi la menace la plus formidable contre les travailleurs français. La misère des immigrés, l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de se défendre, c'est pour le patronat l'occasion de dire aux autres : « Si vous ne limitez pas vos revendications, si vous refusez les conditions de travail ou de salaire que je vous impose, je ferai appel à des travailleurs immigrés qui, eux, seront bien obligés de les accepter ».

Il n'y a pas, pour les travailleurs français d'autre moyen de combattre cette menace, que de prendre eux-mêmes l'initiative de lutter pour que les immigrés aient les mêmes

droits que les nationaux. C'est seulement lorsque le patronat trouvera en face de lui des travailleurs solidaires, ayant les mêmes droits et les mêmes moyens de lutte qu'il ne pourra plus utiliser l'immigration pour opposer les immigrés aux nationaux et pour renforcer son pouvoir sur les uns et sur les autres.

Il faut d'abord, pour cela, que les immigrés puissent lutter aux côtés de leurs camarades dans les mêmes conditions qu'eux ; cela sera impossible tant qu'un étranger pourra être expulsé de France parce qu'il aura participé à une grève ou qu'il aura une action militante qui le fera juger dangereux par son patron. Tant que le gouvernement disposera de cette arme qui est la menace d'expulsion, il n'est pas possible aux immigrés de mener dans leurs entreprises ou à l'extérieur la même action que leurs camarades français. Et c'est pour cela que la première étape de la lutte avec les immigrés doit être une bataille menée par les travailleurs ayant la nationalité française pour obtenir qu'aucun étranger ne puisse plus être expulsé de France pour ses activités syndicales ou politiques.

bien au-delà

Il ne faut pas s'y tromper, le combat contre le principe même de l'expulsion, pour l'égalité des conditions de travail et de salaire, entre nationaux et immigrés, pour obtenir que les immigrés puissent mener sans restriction la même action politique et syndicale que les autres, ce n'est pas de la charité chrétienne, ni de la générosité gratuite, ni la satisfaction d'une conscience torturée : c'est pour les travailleurs français le seul moyen de combattre le patronat sur son terrain en l'empêchant d'utiliser l'immigration comme une arme contre les travailleurs nationaux.

Mais cela va bien au-delà et c'est bien autre chose qu'un simple moyen de défense de la classe ouvrière : la « légalité de demain » qui se crée par exemple à Lip, elle signifie que les travailleurs ont un droit sur ce qu'ils produisent. Cela vaut aussi pour les travailleurs immigrés : ils ont des droits sur ce qu'ils ont contribué à créer. Cette « légalité de demain », elle peut commencer de se construire dès aujourd'hui si l'ensemble du mouvement ouvrier exige qu'aucun étranger ne puisse plus être expulsé de France à cause de ses activités syndicales ou politiques.

Bernard JAUMONT

Déclaration de Mohamed Selim Najeh Secrétaire Général du Comité de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés

UN Algérien malade a tué en plein jour. En quoi le crime est-il plus horrible s'il est commis par un Algérien que par un Français ? A quelle hiérarchie veut-on nous faire croire ? A Marseille, un travailleur immigré tue un travailleur français : le drame, c'est qu'un travailleur tue un autre travailleur. Quand l'un, victime de conditions inhumaines d'existence, commet un acte meurtrier ; quand l'autre paie de sa vie l'intolérable existence faite au premier.

La terreur raciste existe en France. Oui, toutes les communautés immigrées sont menacées dans leur vie à tout moment et en tout lieu où qu'elle se trouvent sur le territoire français. Il n'y a pas d'im-

migration sauvage. Il y a des travailleurs dont le seul souci est de travailler, et une sauvage exploita-

tion des hommes exercée sous nos yeux quotidiennement au mépris de toutes les lois.

Ces derniers mois, les travailleurs immigrés ont mené des luttes dénonçant leurs conditions de vie et de travail. Chacune de ces luttes a rallié des travailleurs français de plus en plus nombreux. Les luttes des immigrés commencent à devenir populaires. Une réelle solidarité entre les Français et les immigrés est en train d'abattre les cloisons qui les isolent. Marseille, c'est une volonté de recréer les isolements, c'est une volonté anti-ouvrière.

Nous mettons en garde la population française contre les mani-

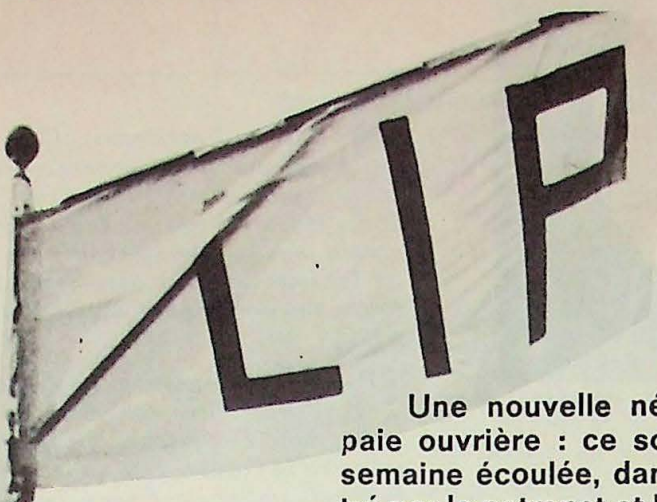
pulations visant à la dresser contre nous. Nous appelons tous nos frères à continuer leur lutte pour leurs droits à côté des travailleurs français. Nous dénonçons le refus qui nous est fait de nous exprimer et de nous associer librement. Nous dénonçons l'arbitraire des expulsions.

C'est pourquoi, moi, expulsé arbitrairement depuis le 4 août 1973, ainsi que mes camarades Larbi Boudjenana et Maurice Courbage enlevé à son travail par la police, je considère cette mesure comme illégale. Et j'ai décidé comme Larbi Boudjenana de rester en France et de continuer la lutte.

Mohamed Najeh Selim. ■



FAROU



la farce d

Une nouvelle négociation pour rien. La deuxième paie ouvrière : ce sont les deux faits marquants de la semaine écoulée, dans l'affaire LIP. Le premier, orchestré par le patronat et le gouvernement ; le second, à l'initiative des travailleurs qui répondaient ainsi de façon éclatante et spectaculaire à toutes les tentatives d'étouffement et de division dont ils font l'objet : non, le conflit LIP n'est pas terminé ; non, les travailleurs ne sont pas à bout de souffle. Oui, le combat continue : la détermination et la combativité des Lip sont entières !

NOUS allons maintenant procéder à une opération un peu spéciale. Je demande que toutes les portes soient fermées. Personne ne doit sortir, même les journalistes... Nous allons distribuer la paie ! »

Trois secondes de silence et un tonnerre d'applaudissements et d'exclamations. Une grande vague d'enthousiasme secoue la salle du LUX, le cinéma de Palente où se tiennent, chaque matin, les assemblées générales. Les radio-reporters, les caméramen, les photographes se précipitent sur leurs instruments. En ce vendredi matin, 31 Août, l'annonce faite au micro par Raymond BURG, délégué CFDT, claqué comme un défi. Au lendemain du simulacre de négociation d'Arc et Senans, la signification de cette paie publique est claire : les travailleurs de Lip ont les moyens de tenir bon, et de tenir longtemps. Avis à tous ceux qui misent sur le pourrissement du conflit !

Depuis lundi en effet, les projecteurs étaient restés obstinément braqués sur les prétendues négociations. Il n'était question, dans la presse, à la radio, à la télévision, que d'Arc et Senans, la rencontre de jeudi, le re-

tour de Moscou du négociateur M. Giraud. Le climat était à la détente, le conflit pratiquement terminé, rentré en tout cas dans le chemin classique et bien tracé de tout conflit social qui se respecte : ce n'était plus qu'une question de jours, tout le monde était pressé d'en finir.

un double but

Tout juste si l'on avait souligné les contradictions des propositions Giraud avec les déclarations ministérielles. A peine si l'on avait signalé la reprise de la fabrication clandestine et de la vente des montres, l'affluence aux A.G. quotidiennes, le travail des diverses commissions, l'animation constante à Jean Zay ou ailleurs, les délégations de Lip réclamées et envoyées dans la France entière, et jusqu'au fin fond de l'Europe, la marche sur le Larzac où 80.000 personnes scandaient : « LIP-LARZAC même combat ! ».

Dès lundi, les délégués syndicaux soulignaient en A.G. la nécessité de ne pas se laisser enfermer sur le seul terrain des négociations. La position constante des travailleurs était réaffirmée : « Nous voulons de véritables négociations. Mais nous ne laisserons pas le mouvement s'enliser dans des négociations - bidon qui n'ont pour but que de masquer les tentatives de division et d'intimidation ».

Des tentatives multiples, qui vont des pressions discrètes (sur la municipalité, sur le curé de Palente, sur l'Archevêché) au déploiement policier (la chasse au trésor, jusqu'à présent infructueuse) en passant par l'envoi des lettres de préembauche, les menaces sur les allocations familiales ou la sécurité sociale, l'annonce répétée de poursuites judiciaires. Plus grave encore, la tentative du préfet de briser le front syndical en se servant de F.O. pour essayer de faire reprendre le travail au seul département des machines-outils, à ORNANS.

Tout y est passé, avec un double but :

— Accréditer dans l'opinion publique le sentiment que le conflit touchait à sa fin — et donc démobiliser, casser le mouvement de solidarité, transformer les travailleurs d'acteurs manifestant concrètement leur soutien aux Lip, en spectateurs passifs conviés à assister au déroulement de la comédie d'Arc et Senans.

— Démoraliser les Lip eux-mêmes pour les amener Jeudi à accepter ce qu'ils refusent et ce contre quoi ils se battent depuis cinq mois : le démantèlement et les licenciements.

Tout a été tenté, tout s'est brisé sur la force du mouvement, son unité, sa détermination. Dès lors, la réunion d'Arc et Senans ne pouvait que se solder par un échec.

pas d'interlocuteur

On avait commencé dans un climat tendu, et il était clair, d'entrée de jeu, que les syndicalistes n'allaient pas ménager leur interlocuteur.

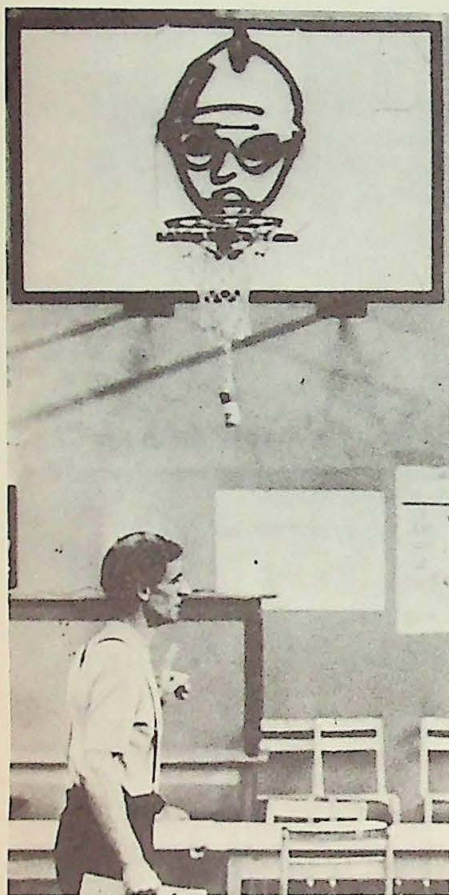
Attaqué bille-en-tête sur le démenti du cabinet de Charbonnel quant à la participation des capitaux d'Etat aux quatre sociétés prévues par le plan et sur les manœuvres du préfet pour faire reprendre les travailleurs d'ORNANS, M. GIRAUD se voit en fait interrogé directement sur la réalité de ses pouvoirs de négociateur : il apparaît clairement qu'il n'a qu'un pouvoir de proposition — et rien de plus. Un point pour les syndicats : la preuve est faite que les Lip n'ont pas en



Arc - et - Senans

face d'eux d'interlocuteur valable, et donc que les véritables négociations sont encore à venir.

Rien ne viendra par la suite infirmer cette constatation. M. Giraud n'avance rien, ne propose rien : « Je me déclare incapable de faire front sur les quatre secteurs dans le cadre d'une seule société, par mes seuls moyens. Si vous maintenez vos exigences d'une société unique, je m'efface ».



Charles PIAGET : « Une opération un peu spéciale »...

Tout est dit, ou quasiment tout. M. GIRAUD n'est en rien un négociateur : Il parle à la première personne. Il n'est qu'un capitaliste parmi d'autres, venant après Fred LIP, après Ebauches S.A., après les administrateurs provisoires. Il tente pour son propre compte et avec les mêmes moyens, de remettre en marche l'entreprise. Tout au plus aura-t-il droit à la gratitude du gouvernement s'il réussit à vider l'abcès.

Effacez-vous, M. Giraud, effacez-vous vite : la comédie d'Arc et Senans a assez duré.

Pourquoi dès lors n'avoir pas quitté la table ? Pourquoi avoir accepté la tenue mardi d'une nouvelle séance ?

La réponse est évidente. Ce conflit est une épreuve de force — on l'a dit et répété. Cette épreuve de force ne peut se gagner qu'avec l'appui le plus large possible de l'opinion publique. Le gouvernement et le patronat le savent bien, qui tentent par tous les moyens, et d'abord par l'intox des grands moyens d'information, d'imposer une image d'intransigeance, d'irresponsabilité, de jusqu'aboutisme des travailleurs de Lip et de leurs leaders syndicaux, afin de retourner cette opinion publique.

deux hypothèses

Les attaques personnelles* dirigées contre notre camarade PIAGET en sont l'illustration : tenter de le présenter comme un leader unique, machia-

valique et mégalomane, exerçant une sorte de pouvoir de fascination sur des troupes fanatisées. Il n'est que de passer 24 heures à Besançon pour voir l'odieuse et le ridicule de cette affirmation : au-delà de la réelle popularité d'un authentique leader ouvrier, on sent bien le poids et la solidité d'une équipe d'hommes et de femmes soudée, déterminée, unie. On sent aussi le bouillonnement et la vitalité d'une base qui est entièrement partieprenante du conflit, qui, bien loin de se laisser guider aveuglément, est au contraire très souvent en pointe du mouvement — et donc il est plus souvent besoin de freiner et de canaliser l'enthousiasme que de le susciter : c'est cela la réalité du conflit Lip, et c'est ce dont tous ceux qui sont allés sur place peuvent témoigner.

D'où la nécessité de ne pas tomber dans le piège, de ne pas donner prise à cette fausse accusation d'intransigeance, de dénoncer à l'opinion publique en en faisant la preuve — A + B — le faux semblant des négociations Giraud sans prendre soi-même la responsabilité d'une rupture.

Cette attitude est parfaitement res-

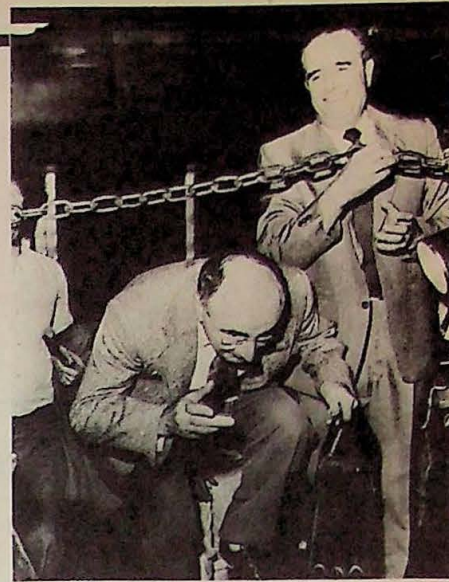
ponsable. Elle offre notamment au gouvernement la possibilité de trouver une porte de sortie honorable : il suffirait pour cela que M. GIRAUD revienne mardi avec de véritables propositions, de véritables pouvoirs de négociateur. Qu'il apporte avec lui des conditions de remise en marche de l'entreprise sans démantèlement et sans licenciement : la preuve a été donnée que c'était possible. Un vrai dialogue pouvait alors s'engager.

Mais c'est l'hypothèse la moins probable : elle signifierait que l'on est subitement devenu intelligent au ministère du développement industriel...

Reste alors l'autre hypothèse : M. Giraud revient, une fois de plus, les mains vides. Le dialogue de sourds ne peut guère alors se prolonger. Le conflit ne peut que s'affirmer, s'élargir.

En distribuant la deuxième paye ouvrière, en appelant à l'organisation d'une marche nationale sur Paris, les Lip ont, dès vendredi, créé les conditions de cet élargissement.

A la sortie du cinéma Lux, tout de suite après la paye, on avait disposé deux grandes caisses en carton. Les



M. GIRAUD : « Si vous maintenez vos exigences, je m'efface »

travailleurs de Lip avaient été invités à y déposer en sortant une partie de leur salaire. Cette caisse est destinée à aider les autres travailleurs en lutte, ailleurs dans toute la France.

C'est un symbole : « Les Lip se battent pour tous les travailleurs. Tous les travailleurs se battent pour les Lip ».

C'est plus qu'un symbole, et la preuve de la très haute conscience politique où sont arrivés les Lip. Lorsqu'on a fait les comptes, c'est plus de 4 millions d'anciens francs qui ont ainsi été ramassés. Chapeau.

Bernard LANGLOIS ■

(Besançon, le 2 septembre 1973)

télé - Lip

Un millier de personnes rassemblées devant la Maison de l'O.R.T.F.. Une maison close ou presque. Toutes les portes sauf une, étaient bouchées. Une maison bien gardée par des hommes en képi et chemise bleue. D'autres, dans des R8 banalisées, déguisées en syndicalistes.

Un millier de travailleurs, et un slogan : « La parole aux syndicats, liberté d'expression » ont accueilli, vendredi dernier, Georges Ségué et Edmond Maire. Les dirigeants des deux centrales syndicales étaient venus demander à M. Arthur Conte que leur soit reconnu le droit d'exposer, sur les antennes de l'Office, leur position sur le conflit Lip. Démarche assez formelle, puisque le P.D.G. de l'Office était en voyage, au Gabon. Et que ses sous-fifres ne pouvaient — c'est ce qu'ils ont fait — que se déclarer incompetents.

Mais démarche utile quand même, car elle souligne avec éclat quelle est l'importance, dans ce conflit, du rôle des médias, et singulièrement de la Télévision.

Pas un hasard non plus si l'O.R.T.F. est la seule entreprise de presse où une grève totale de 24 heures — en solidarité avec les Lip — a été observée. Car les agents de l'Office ont, eux aussi, à défendre leur outil de travail et à faire face à des menaces, qui se précisent, de démantèlement.

M. Arthur Conte vient en effet de lancer un référendum en 22 points —

consultation « à la base », sur le problème de décentralisation interne de l'Office.

Trois grandes questions :

— Faut-il ériger un établissement public autonome la direction des émissions à destination de l'étranger ?

— Faut-il rétablir une direction des programmes ?

— Faut-il — pour des raisons d'économie et d'efficacité — créer une seule agence de reportages et d'informations commune aux trois journaux T.V. ?

C'est sympa. Le P.D.G. demande son avis aux personnels de l'Office. Il a même envoyé un questionnaire aux directeurs de chaînes !

On dit que M. Malaud sera attentif aux résultats de ce référendum dont les premières tendances seront communiquées au Conseil d'Administration du 16 prochain.

Si certains croient voir dans le projet Conte un moyen de couper l'herbe sous les pieds de Malaud, ils se trompent. Conte et Malaud ne sont « frères ennemis » — le pseudo-combat dans la presse, cet été en est la preuve — que pour donner le change.

Le projet du P.D.G. de l'Office n'est qu'une étape qui prépare le bradage de l'O.R.T.F. aux intérêts financiers et intoxication oblige, la mainmise de l'Etat sur une information centralisée à l'extérieur de l'Office.

Nous y reviendrons.

Anne VATTIER ■



Une maison close

nous sommes tous des recéleurs

La fédération de l'Horlogerie vient de porter plainte contre X à la suite de l'instauration d'un circuit « concurrentiel » de vente des montres. Tous ceux qui ont manifesté leur solidarité concrète avec les travailleurs de Lip en participant ou en facilitant ces ventes sont donc concernés. Un texte circule actuellement que nous vous proposons de signer, de faire signer et de renvoyer à « T.S. », 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

« Nous, soussignés, déclarons avoir participé activement à la vente des montres que les ouvriers de Lip ont organisée pour s'assurer un salaire de survie et poursuivre leur lutte. Seule la satisfaction de leurs revendications permettra la remise en marche de l'entreprise, dans l'intérêt des travailleurs comme des commerçants concernés.

« Nous demandons par conséquent à encourir toutes les poursuites qu'impliquerait la plainte contre X de la fédération nationale de l'Horlogerie. »

SIGNATURES

LES CHILIENS

IL y a tout juste trois ans qu'Allende a été élu à la présidence de la République chilienne et, depuis, les attaques n'ont pas cessé : avant les élections, les projets de coup d'Etat montés par la firme américaine ITT, puis l'assassinat du chef d'état-major des armées chiliennes, la grève des mineurs de cuivre, le refus par les Etats créanciers du Chili de lui accorder de nouveaux crédits pour essayer d'asphyxier son économie, la mobilisation de la bourgeoisie et des tribunaux des pays capitalistes pour tenter d'empêcher la nationalisation des mines de cuivre de la Kennecott. Tout cela accompagné d'un recours permanent aux procédures parlementaires, devait aboutir à une défaite électorale de l'Unité populaire à laquelle la droite croyait très fort au moment des élections législatives du printemps dernier, et qui aurait permis de renverser le gouvernement Allende dans les formes constitutionnelles.

Seulement, la réalité a été bien différente de ce que voulait la réaction, et sur le plan électoral aussi l'U.P. a gardé l'avantage. Depuis cette date, il n'y a plus que deux issues pour les sbires de l'impérialisme au Chili : ou accepter la défaite ou renverser le gouvernement par la force.

C'est la deuxième solution qui a été choisie, bien entendu ; depuis quelques

mois, le nombre des hommes de la CIA a triplé au Chili, les subsides et les armes transitent essentiellement par la Bolivie et maintenant l'assaut est donné : non seulement les grèves se multiplient dans le secteur artisanal (petits commerçants, médecins, transporteurs routiers), mais on est à la deuxième tentative de putsch par une partie de l'armée, et les assassinats politiques ne se comptent plus (le dernier en date après celui du chef du cabinet militaire d'Allende étant celui du secrétaire du syndicat des camionneurs non grévistes, comme le rappelle ci-dessous Gérard Borel).

Face à cette formidable offensive, et dans un rapport de forces qui n'est pas nécessairement favorable, le gouvernement d'UP a l'immense mérite d'essayer de remporter une victoire politique et non militaire ; cela restera toujours une formidable supériorité du mouvement ouvrier chilien que, même dans la situation d'assiégé où il se trouve face aux nerfs de la CIA et aux mouvements armés néofascistes, le gouvernement d'UP n'emploie même pas les techniques d'un Marcellin.

A ce rythme-là, la prise de conscience va vite au Chili, comme le rappelait Bernard Ravenel dans le dernier numéro de « TS ». Bien entendu, les risques sont considérables de succomber finalement devant un ennemi qui ne recule devant aucun crime.

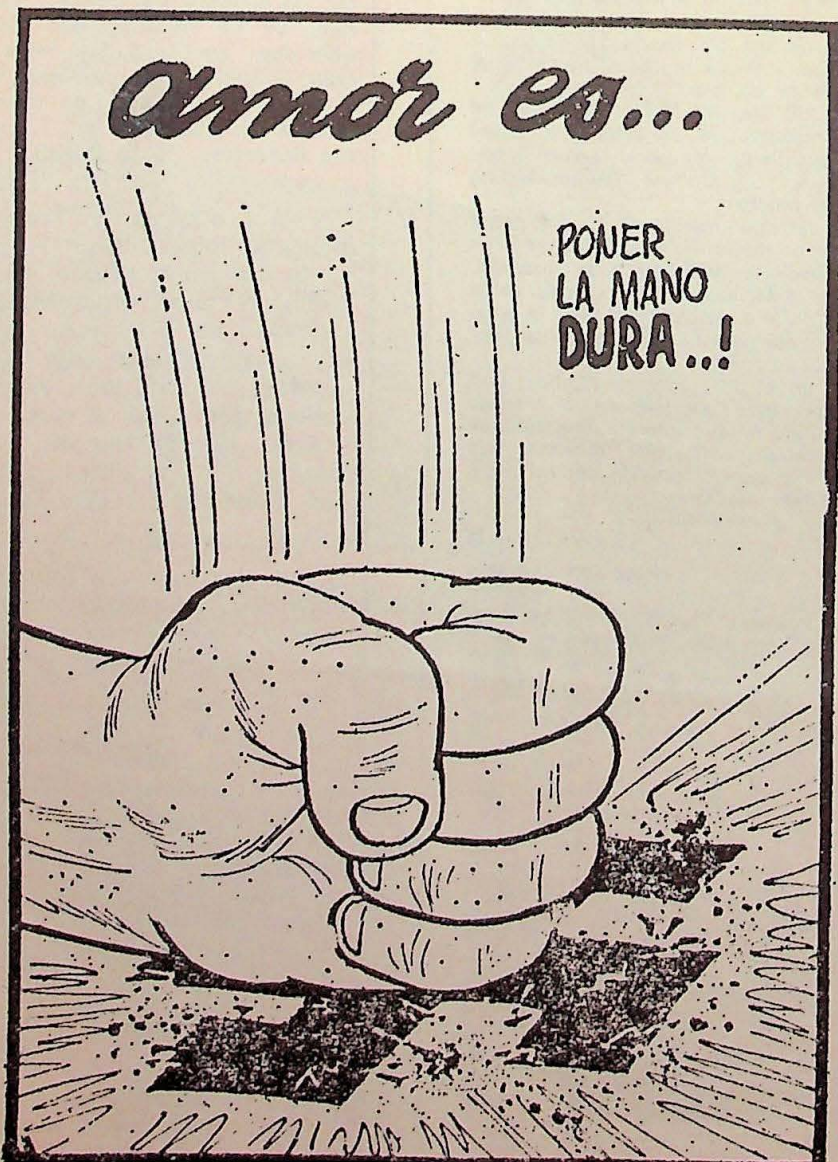
Bien entendu aussi, c'est ce risque auquel on doit être le plus sensible lorsqu'on se trouve dans l'ambiance de Santiago, et la tentation est grande de crier, comme l'a fait Borel, son impatience devant la tactique choisie par l'Unité populaire, qui est de tout faire pour mener la bataille sur le terrain politique, ou de ne voir d'espoir que dans l'attitude du MIR.

Jusqu'ici, la tactique du gouvernement lui a permis de repousser les attaques de la droite, non par la force mais en mobilisant la population sur le terrain politique ; elle lui a permis également de faire progresser le rapport des forces en sa faveur (il n'est pas indifférent, sur ce plan, de faire apparaître clairement que les atteintes à la légalité, le recours à la force sont le fait de la réaction).

Il est possible qu'un jour l'UP considère que cela ne suffit plus et l'appel lancé par Allende, le 27 août, demandant à la population de se préparer à défendre le gouvernement légal du pays, était une indication en ce sens. Mais nous estimons, pour notre part, que c'est à nos camarades chiliens eux-mêmes qu'il appartient de déterminer les formes de leur lutte. C'est dans cet esprit que le PSU continuera de leur apporter son soutien total.

Bernard JAUMONT ■

la «mano dura»?



Du quotidien « Ultima Hora » - « L'amour, c'est... utiliser la main dure »

Santiago, vendredi 24 août 1973, 17 heures.

(De notre envoyé spécial)

JE suis réfugié dans un bistrot de la place d'Armes, pris dans une tornade lacrymogène. Ça vient de recommencer, comme mardi, mais plus tard. Ce jour-là vers midi, deux à trois cents jeunes du Parti national — le « commando Roland MATUS » comme ils s'appelaient — ont commencé à défiler sur six colonnes dans le centre de Santiago, frappant en cadence du pied droit, lançant les deux poings en l'air et hurlant des slogans comme « œil pour œil, dent pour dent », « nous serons Chiliens, pas marxistes », etc.

C'était des gamins et des gamines pour la plupart âgés de 14 à 16 ans : quelques enfants des beaux quartiers mais surtout des « lumpen ». Un type d'une quarantaine d'années orchestrait le défilé. Le facho parfait, synthèse idéale de la brute sanguinaire et du lieutenant de paras. Sur les trottoirs, la foule regardait sans réactions particulières sauf quelques applaudissements de vieux nostalgiques de la dictature.

Il y eu une brève bagarre entre eux et quelques militants de gauche. Puis le défilé a gagné la chambre des députés pour rendre hommage aux soixant femmes des transporteurs en grève depuis maintenant un mois. Ces femmes ont installé un campement depuis une semaine dans les jardins du Parlement où elles ont planté des pancartes hostiles au gouvernement.

Elles rameutent les badauds par leurs cris hystériques et déploient des mouchoirs blancs pour symboliser la « chaîne de solidarité avec le peuple ». Des discussions interminables s'engagent autour des grilles de la Chambre. On s'y engueule dans une certaine allégresse qui étonne.

Ainsi, lundi dernier, ces « matrones de Vilarin » (Vilarin, c'est le président fasciste du syndicat des patrons camionneurs) ont eu l'audace de collecter de l'argent pour leur mouvement ; or, ce même jour on enterrait à Santiago le secrétaire général du MOPARE (mouvement des camionneurs non-grévistes) qui avait été assassiné à la mitrailleuse par les sbires à Vilarin. Eh bien, les Chiliens toléraient ça ! Je n'en ai pas vu leur demander à ces pòvresses si le produit de la quête était destiné à fleurir la tombe de leur victime...

député et pistolero

Revenons à mardi. Donc, après l'ovation des « matrones », les jeunes fachos se sont dirigés vers le siège du PC qu'ils ont immédiatement attaqué à coups de pierres, brisant les vitrines de la Librairie « Karl Marx ». Au cours de la riposte des militants communistes, un claquement a retenti provoquant la débandade des jeunes

EUX - MÊMES



24 août, Santiago : « Mes amis étaient menacés par les marxistes »

nationalistes. Coup de feu ? Pétard ? Grenade offensive ? On ne sait. Toujours est-il que le processus était engagé et allait durer jusqu'à la nuit. Des bagarres se sont engagées dans les environs du siège du PC, proche de l'Assemblée. Là, des pierres ont volé dans tous les sens. Les carabiniers sont arrivés avec un « canon à eau » pour disperser les manifestants. Les grenades lacrymogènes ont claqué. Des gens se sont couchés à terre. Je me suis demandé pourquoi, jusqu'à ce que j'aperçoive les blessés. On avait tiré avec des armes à feu.

On apprendra par la suite qu'un jeune député du Parti national avait lui-même dirigé la riposte armée avec un pistolet. Il le reconnaîtra, non sans fierté, dans la presse fasciste du lendemain, avec force photos du héros. « J'ai tiré, déclare-t-il, quand j'ai vu que mes amis étaient menacés par les marxistes ». L'affrontement s'est prolongé, la police contrôlant mal la situation, ne procédant à aucune arrestation ni au moindre matraquage, se contentant de tirer des grenades vers les groupes, très éparpillés dans les rues centrales. Marcellin en aurait fait une jaunisse !

Il y a eu des embryons de barricades, des incendies — dont celui d'une voiture. Le centre avait une atmosphère morbide. C'est qu'ici la guerre civile est une hypothèse franchement envisagée et tout le monde, d'ailleurs, parle de s'armer — si ce n'est déjà fait en partie. Quand les carabiniers sont parvenus à quadriller la ville, il était plus de dix heures et on ne rencontra plus que des gens pressés, le mouchoir à la main, pleurant et toussant.

rien de fortuit

Le lendemain, Santiago se remettait à voter comme si rien ne s'était passé.

Et pourtant l'histoire du gouvernement populaire a changé de cours ce jour-là. Rien de moins. En effet, l'opération fasciste n'avait rien de fortuit, qu'on en juge : ce mardi-là, les négociations entre les transporteurs et le gouvernement étaient sur le point d'aboutir. La droite en était tout affolée et il lui fallait intervenir. Ce qu'elle a fait en payant une poignée de provocateurs qui lui permettaient le soir même, de déclarer l'incompétence du cabinet d'Allende. En même temps, elle déclenchait pour le lendemain une grève des commerçants et des méde-

cins. Tout cela venant juste après la démission du général RUIZ en tant que ministre des Transports et chef de l'armée de l'air, suivie par les informations de la presse de droite selon lesquelles l'armée de l'air s'était mise en état d'alerte, donc de rébellion. Dans ce contexte et par ses menées, l'opposition de droite qui n'était pas encore parvenue à diviser nettement les forces armées, réussissait à déclencher une nouvelle crise ministérielle, doublée d'une menace d'un nouveau putsch.

Les travailleurs furent appelés par le syndicat unique à la mobilisation pour défendre les entreprises et les quartiers. Mais Allende a encore perdu une bataille aujourd'hui avec la dé-

mission du général PRATS, ministre de la Défense, commandant en chef de l'armée de terre et ami personnel du président dont il fut un soutien actif. J'apprends à l'instant que deux autres généraux viennent aussi de démissionner de l'armée.

Explication : la droite, en faisant voter par le parlement, une déclaration stipulant que le gouvernement est sorti de la « légalité » a mis l'armée devant le choix entre la légitimité parlementaire ou « l'illégalité » gouvernementale. En clair, ça veut dire : « Messieurs les militaires, vous appartenez à un gouvernement illégal ». Dans ces moments où le « professionnalisme » de l'armée est clamé à hue et à dia de toutes parts, ce genre d'arguments ne manque pas de poids. De plus, en ce qui concerne PRATS, il paraît certain qu'il a dû également céder à de réelles pressions internes à l'armée — certains généraux ayant même envoyé hier leurs femmes manifester devant le domicile de PRATS !

Quant à Allende, il doit s'apprêter à un sixième ou septième remaniement ministériel depuis son arrivée au pouvoir. Que va-t-il faire de l'armée, maintenant qu'il a « épuisé » une bonne fournée de généraux ? Tous les jours, une foule s'amasse devant la MONEDA pour soutenir le « camarade président ». Et il n'est pas rare que celui-ci apparaisse à la fenêtre quelques minutes pour recueillir des ovations.

Mais que fait Allende pour le peuple ? Que peut-il faire dans ce borborygme constitutionnel qui le condamne à l'immobilisme ? N'est-il pas significatif que le soir des premiers incidents, le président ait conclu son discours aux femmes de l'U.P. venues l'appuyer par ces considérations :

« Ils (la droite) ne peuvent me détruire car la loi ne leur permet pas ? » La loi ! alors que le peuple réclame sans cesse « la mano dura » contre la sédition.

capitulation ?

On retrouve là le fameux dilemme « Durer pour avancer ou avancer pour durer ». Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) pour sa part, a désormais clairement choisi en dénonçant ce « gouvernement de capitulation ».

Pour lui, dès lors, le choix n'est plus qu'entre réformisme et révolution. Ses militants centrent tous leurs efforts sur les masses, dans les « cordons industriels » et les « commandos communaux ».

Ils sont prêts à passer dans la clandestinité, redoutant même une répression gouvernementale. Ils n'ont peut-être pas tort : le commandement naval de Valparaíso vient en effet de demander au ministre de l'Intérieur la levée de l'immunité parlementaire de secrétaires nationaux du PS et MAPU (respectivement sénateur et député) ainsi que l'arrestation de Miguel ENRIQUEZ, leader du MIR, pour leurs campagnes contre les tortures dans la marine. Et bien sûr, les plus menacés ne sont pas les premiers.

Voilà, ces quelques impressions du moment, très ponctuelles par la force des événements toujours imprévisibles. Ici, la dynamite et les actions de rues interfèrent au plus haut point dans les données politiques, et la guerre civile pointe son museau monstrueux.

Gérard BOREL ■

Watergate : LA PAUSE

New York, 29 août (de notre correspondant particulier). — C'est en principe le 7 septembre que le sénateur Sam Ervin, président de la commission sénatoriale d'enquête, doit reprendre les auditions publiques et retransmises par la télévision des inculpés et des différents témoins du scandale du Watergate.

Il semble toutefois que l'opinion publique n'accorde plus une attention aussi soutenue à ce grand show télévisé de l'été. La commission a interrompu ses travaux pendant plus d'un mois, Nixon a repris l'initiative grâce à son plaidoyer public. Il y a deux semaines, les Américains ont d'autres soucis, qu'il s'agisse de la crise du dollar et de ses répercussions sur le coût de la vie ou du renouvellement de certaines conventions collectives : tout cela a indéniablement contribué à faire passer au second plan l'affaire du Watergate.

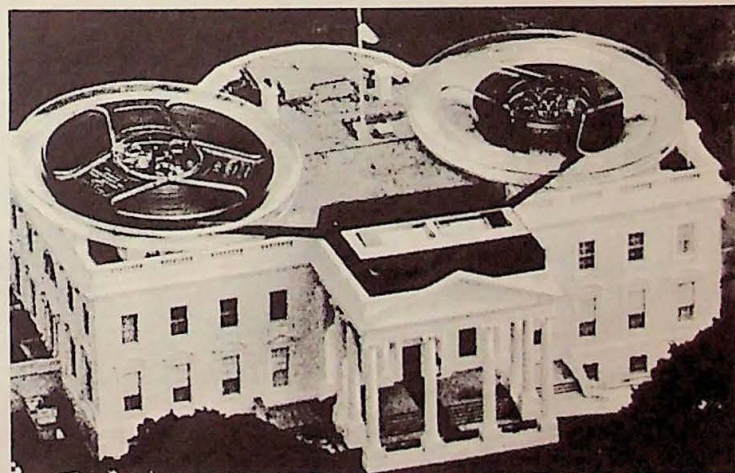
Différents sondages effectués cette semaine vont tous dans le même sens : une majorité de personnes interrogées estime que « l'affaire » est désormais du ressort de la justice et non de la « une » de la presse écrite ou parlée. Tel est le résultat et le succès de l'intervention télévisée de Richard Nixon : non que « Tricky Dick » comme on continue à l'appeler soit parvenu à persuader l'opinion américaine de son innocence — tant s'en faut ! — mais il

l'a convaincue que cet étalage de linge sale risquait d'affaiblir encore davantage l'autorité des Etats-Unis dans les délicates négociations internationales qui s'engagent.

diversion

La nomination d'Henry Kissinger au Département d'Etat (l'équivalent de notre quai d'Orsay) a fourni aux journalistes un excellent sujet de diversion en même temps qu'elle permettait au Président de donner des responsabilités accrues à l'un de ses conseillers qui compte parmi les plus fidèles et les moins compromis.

Autre manœuvre de diversion que celle qui consiste à laisser entendre que les jeunes avocats qui assistent



le procureur Archibald Cox sont d'anciens collaborateurs de Robert Kennedy, quand il était Attorney General (ministre de la Justice) de son frère, ont appartenu à cet establishment libéral de la côte Est, qui voue à Richard Nixon — même s'il lui arrive de voter républicain — une haine cordiale.

L'affaire du Watergate n'est pas close, loin de là. Des livres commencent à paraître sur le sujet — annonçant un succès de librairie sans précédent ; le département des Sciences politiques de telle Université programme en catastrophe avant la rentrée un cours sur « les perspectives de Watergate » ; une association d'étudiants organise une réunion avec Jack Anderson, le journaliste qui a lancé l'affaire ; l'inculpation probable du vice-président Agnew pour corruption et fraude, les rebondissement qui ne manqueront pas d'intervenir au cours des auditions sénatoriales ne peuvent qu'entretenir ce feu qui couve sur le plus imposant dépôt d'ordures in the World...

J.-F. M. ■

LARZAC

plus jamais de Versaillais!



« LIP-LARZAC, MEME COMBAT », LES PAYSANS NE SERONT PLUS JAMAIS DES VERSAILLAIS ». Deux cris, deux symboles. Le signe qu'une phase nouvelle s'ouvre dans l'histoire du mouvement populaire : celle de l'unité des ouvriers et des paysans.

RETARDES par les embouteillages, ils sont arrivés de nuit au « Raja del Gorp » : un amphithéâtre de 5 à 6 hectares, dans un décor de western, sur le plateau du Larzac. Ils n'ont vraiment pris conscience de leur force que lorsque le mot d'ordre « Lip Larzac, même combat », parti d'abord comme une rumeur, s'est peu à peu répercuté, amplifié pour exploser finalement en une vaste clameur.

Nous étions 70, 80, 100.000. Comment le savoir? Venus de Bretagne, du Jura, de l'Est, d'Occitanie, de partout où ça bouge en France et à l'étranger. A 20 heures, le samedi soir, Bernard Lambert a donné le ton de cette rencontre en soulignant que nous assistions à un mariage, le mariage des ouvriers et des paysans, et « que jamais plus les paysans ne seront opposés à ceux qui veulent changer de société, jamais plus les paysans ne seront des Versaillais ».

Antoine Richard, au nom des paysans-travailleurs, explique la situation des agriculteurs dans notre société capitaliste : « Nous vivons dans un monde où l'argent distribue les rôles. Juridiquement, nous sommes proprié-



taires des moyens de production, en réalité c'est le Crédit Agricole. » Puis il justifie l'action des paysans travailleurs : « Le syndicalisme traditionnel agricole défend les chefs d'entreprises et pousse à l'investissement. Nous exigeons d'être payés pour le travail fourni. » Cette stratégie se traduit en particulier par des actions anti-cumul. « Nous travaillons pour que la terre soit répartie en fonction des besoins, par les intéressés eux-mêmes. Ce type de lutte anticapitaliste est de même nature que les luttes ouvrières. »

merci Debré...

Cette jonction, qui pouvait paraître utopique il y a quelques années, devient de plus en plus souvent une réalité. Les luttes récentes le montrent.

Sur le podium naturel, ceinturé de bottes de pailles qui soutiennent la banderole « Ouvriers, paysans, tous unis, nous garderons le Larzac », c'est

Michel Courtin, agriculteur sur le Larzac, qui prend la parole.

Michel va démontrer le mécanisme de l'évolution des agriculteurs du Larzac : « Il y a 2 ans cette rencontre était impossible, parce que nous étions des paysans comme les autres. Et l'armée est venue. L'armée c'est comme une maladie vénérienne on ne se soigne pas tant que l'on ne la subit pas. » Mais « Un paysan, ça pense, ça parle et ça c'est nouveau! Au lieu de laisser parler les autres pour nous, nous préférons parler nous-mêmes. » Et il ajoute : « Beaucoup de gens sont venus et nous avons réfléchi. Partir, ce serait faire place à l'armée. Laisser les terres pour laisser les gens s'entraîner à tabasser les étudiants et les ouvriers dans les villes, ou alors pour aller au Tchad, ou pour expérimenter des armes que la France vend à des pays « démocratiques » comme le Brésil, le Portugal, la Grèce, La Libye. Chaque caillou du Larzac prend alors une valeur énorme pour ce qu'il représente de morts, de sang, de luttes ouvrières brisées. Aucun hectare n'ira à l'armée. »

Il profite aussi de l'occasion pour répondre à ceux qui, comme la FDSEA de l'Aveyron, ou la FNSEA nationale ont refusé « leur caution à toute initiative qui dénature ce combat. » « Parmi les gens bien intentionnés que nous fréquentons il y en a qui nous ont dit : attention, récupération! Mais aussi longtemps que sur le Larzac chacun pourra s'exprimer, le Larzac sera irrécupérable et irrécupéré. Si un jour

nous disions à un groupe : nous ne vous donnons pas le droit de parler, parce que vous êtes gauchistes ou parce que vous ne l'êtes pas, là nous serions récupérés, parce que la sélection c'est déjà une forme de récupération. »

Après une partie consacrée aux chanteurs occitans et bretons comme Marti et Kirjuel, la parole fut donnée à ceux qui témoignaient leur solidarité militante à travers des luttes comme Noguères, Romans, Naussac, Fontrevault, Canjuers, etc.

Mais la présence la plus remarquable dans ce rassemblement fut celle des ouvriers de Lip.

Ce mot d'ordre Lip-Larzac même combat est le résultat des rencontres des ouvriers de Lip et des paysans du Larzac. Invités sur le Larzac les ouvriers de Lip ont expliqué leur lutte et en retour les agriculteurs sont montés à Besançon expliquer le Larzac.

Ils refusent ensemble d'être les jouets de décisions scandaleuses et de voir leur sort réglé par de lointains technocrates, au nom de sordides politiques. Mais surtout ils ont constaté qu'ils menaient leur lutte de façon identique. Ce sont ceux qui sont concernés qui décident des actions. « Pas de chefs nous sommes tous responsables. »

les forums

Le but est de substituer à la légalité des dirigeants et des gouvernants la légitimité du peuple. Ainsi les ouvriers de Lip fabriquent et vendent des montres et se payent tandis que

les paysans du Larzac construisent la bergerie indispensable aux gens de la Blaquièrre.

Dimanche à 9 heures débutèrent les forums. C'est sans doute pour l'avenir la partie la plus importante de ces journées. Là, par groupes, se sont tissés des liens. Des échanges d'expériences ont eu lieu, sur le problème foncier, sur l'armée, instrument de répression, sur les minorités nationales, sur l'unité paysans-ouvriers. Il est impossible de résumer ces débats mais il faut noter le sérieux des discussions et le nombre élevé de participants.

Enfin dans l'après-midi du dimanche, la marche vers la Blaquièrre marqua le sommet de ces journées.

premier bilan

Il est difficile de dresser à chaud le bilan d'une telle manifestation. On peut pourtant donner quelques perspectives pour l'avenir.

D'abord en ce qui concerne le Larzac, il semble bien que le pouvoir ne puisse risquer une crise majeure en poursuivant son projet. Plus de 100.000 personnes se sont engagées à revenir sur le plateau s'il y avait la moindre expropriation. Ceux qui ont vécu ces journées ont rechargé leurs batteries dans cette gigantesque manifestation et, après la non-démobilisation de cet été, l'automne pourrait être vraiment chaud. D'autant



que des contacts ont été pris dans les forums, et la solidarité plus facile à réaliser.

La démonstration est faite, désormais, que les paysans et les ouvriers non seulement se comprennent mais parlent le même langage comme on l'a vu dans le forum « unité » des paysans et des ouvriers.

Mais surtout c'est l'acte de naissance réel de l'organisation des paysans-travailleurs, d'une organisation syndicale de classe, ouvertement anticapitaliste en milieu agricole. Car ces milliers de petits paysans paupérisés ou même de paysans modernistes se rendent compte des illusions que distillent le gouvernement et la F.N.-S.E.A. C'est aussi la création d'un réseau de liaison pour organiser leur lutte et leur réflexion. Déjà dans de nombreuses fédérations, par exemple dans l'Aveyron, des rendez-vous sont pris...

Et si demain les paysans n'étaient plus du côté des Versaillais ?

Correspondance ■

c'était illégal!

« LA Blaquièrre. » C'était interdit, c'était illégal. Pourtant sous la direction des 103 paysans promis à l'expulsion, des dizaines de travailleurs, paysans, ouvriers, employés, étudiants, ont participé et participent à la construction d'une bergerie. Quatre cent cinquante moutons pourront y prendre place, là justement où l'armée du capital voulait installer une cible sur un champ de tir dont elle veut porter la surface de 3.000 à 17.000 hectares.

Et devant la bergerie « illégale », cette pancarte : « Symbole de la construction de la paix, pour le bonheur de tous les hommes ». Ce bonheur? Mme Guiraud n'y croyait plus. Mme Guiraud habite justement le hameau de la Blaquièrre. Un jour, voilà deux ans, elle a entendu à la radio, chez elle, qu'elle n'allait bientôt plus être chez elle. Et, pour compensation, de l'argent. De l'argent.

« De l'argent, ils n'ont que ce mot à la bouche! ». Face aux dizaines de milliers de manifestants rassemblés ce dimanche 26 août au hameau de la Blaquièrre, elle a répété, elle a crié une nouvelle fois son indignation : « On n'achète pas les hommes! ».

Lorsque la tête des marcheurs débouche au pied de la bergerie, les derniers quittaient à peine le Raja del Gorp, distant de quatre kilomètres. Marche impressionnante sous le soleil, serpentant sur le dos légèrement bosselé du causse du Larzac.

A la bergerie, les travailleurs de Lip ont inscrit le symbole le plus tangible d'une solidarité allant jusqu'à l'identité dans la lutte, des objectifs et des méthodes d'action. Sur le mur en construction, ils ont posé une brebis de bois percée d'une horloge. « A la bergerie illégale, horloge illégale » : le 26 août, au Causse du Larzac, une page de l'histoire récente de la lutte du peuple contre la bourgeoisie a été tournée.

Responsables de cette marche au Larzac, les paysans-travailleurs, soutenus activement par des centaines de militants du mouvement révolutionnaire, du mouvement occitan, du mouvement breton, du mouvement syndicaliste ouvrier, ont fait progresser l'unité dans l'action des paysans et des ouvriers. L'un d'entre eux a eu cette phrase terrible, rappelant la Commune de 1871 : « Plus jamais les paysans ne seront des Versaillais! ». Michel CAMOUIS ■